

FORUM MONDIAL DE L'EAU

L'or bleu

fait des vagues

Près de neuf cents millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. Du 12 au 17 mars se tient le sixième Forum Mondial de l'Eau à Marseille. Sa légitimité est plus que contestée.



DEUX FORUMS POUR L'EAU.

L'un commercial, l'autre alternatif.

Sur les flancs du Cerro Rico à Potosí, en Bolivie, des dizaines de femmes gardent les « bouches » des mines de la célèbre montagne d'argent. Elles vivent dans des cabanes. Sans chauffage, ni électricité mais surtout sans eau courante, comme c'est le cas pour vingt-cinq pour cent des Boliviens. Plus loin, dans la plaine, à Cochabamba, la population ne s'en sort guère mieux. En 2001, elle avait refusé la privatisation et fait plier le gouvernement lors de la « guerre de l'eau ». Dix ans plus tard, la moitié

des habitants n'a toujours pas accès au réseau. La reconnaissance du droit à l'eau potable et salubre par l'ONU, en 2010, n'empêche pas de telles situations partout dans le monde. En Bolivie comme ailleurs, l'eau, ce bien commun vital, ne coule pas de source.

Le Forum Mondial de l'Eau, à Marseille, se présente comme le plus grand rendez-vous sur ce sujet au niveau planétaire. Il est le sixième d'une série qui a débuté à Marrakech en 1997. Après cinq forums de diagnostic et d'échanges, les organisa-

teurs insistent sur la nécessité de déboucher sur des résultats concrets. « *Notre ambition majeure, en termes simples ? Des solutions pour les citoyens* » annonce le document de présentation. À cette fin, le Forum innove. Une plateforme des solutions a notamment été mise en place. Accessible en ligne, elle permet à chacun de faire des propositions concrètes, qu'elles soient techniques, juridiques, économiques ou éducatives. L'accent est mis du côté de l'ouverture et du rassemblement. « *Toutes les parties prenantes sont*

les bienvenues», signalent les organisateurs: «collectivités locales, gouvernements, experts de la communauté de l'eau, entreprises, associations, ONG, réseaux sociaux et citoyens...»

UN CLUB BUSINESS ?

Séduisant et rassembleur, cet événement mondial a un coût. Initialement fixé à trente-huit millions d'euros, le budget a été ramené à vingt-neuf millions. Ces chiffres colossaux sont lourds à digérer pour les contribuables de la cité phocéenne. En effet, la moitié de cette addition est à charge de l'État français et des collectivités locales, dont quatre à cinq millions pour la seule ville de Marseille. L'autre partie étant assurée par... des entreprises privées. Leur rôle prépondérant pose problème à de nombreux observateurs. Le Conseil Mondial de l'Eau, co-organisateur du Forum, est d'ailleurs présidé par Loïc Fauchon, le patron de la Société des Eaux de Marseille, filiale du géant Veolia, numéro un mondial des services de l'eau. Ce partenariat public-privé est vivement critiqué. Avant son décès en novembre 2011, Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien président français et fondatrice de France Libertés, avait clairement dénoncé le Conseil Mondial de l'Eau. «C'est une supercherie, c'est un club business, c'est une place de marché, c'est une foire commerciale. Ils s'arrogent une légitimité qu'ils n'ont pas, veulent donner leur avis et gérer l'eau dans le monde entier, laissant notamment penser qu'ils sont une émanation de l'ONU, ce qui est faux. Il faut rétablir la vérité.»

CE FORUM EN CACHE UN AUTRE

Rétablir la vérité, c'est précisément l'objectif d'un contre-forum, le Forum Alternatif Mondial de l'Eau, qui se tiendra au Dock des Suds à Marseille, aux mêmes dates. Mis sur pied par un comité d'organisations citoyennes, toutes non-gouvernementales, il se présente comme «le seul vrai forum des expériences, des alternatives, des idées et des cultures». Moins relayé par les médias nationaux et internationaux, il reçoit tout de même le soutien de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, seule à financer les deux initiatives. Certaines municipalités ont choisi leur camp. C'est le cas de la petite ville d'Aubagne, le pays de Manon des Sources. L'automne dernier, une conférence y était donnée pour préparer l'organisation d'une rencontre internationale en prélude au Forum Alternatif. Le thème? L'eau, bien commun de l'humani-

té. Conférencier invité, Riccardo Petrella y a exprimé la différence fondamentale entre l'approche du Conseil Mondial de l'Eau et celle des organisations qui s'y opposent. Selon lui, la divergence remonte à 1992. «L'année où la communauté mondiale tentait, pour la première fois, de fixer des règles pour la planète, eh bien, à Dublin, au même moment, on déclarait que l'eau était essentiellement un bien économique, et non plus un bien social, un bien commun. Or aujourd'hui, quand on parle de ce qui est économique, il ne s'agit pas d'économie publique, mais des règles de l'économie capitaliste de marché. Finalement, l'accès à l'eau n'est plus un droit, ou plutôt c'est un droit, disent-ils, mais qu'il faut payer. On nous a volé l'eau.»

UNIQUEMENT COMMERCIAL ?

C'est donc à une gestion politique et publique de l'accès à l'eau qu'invite le Forum Alternatif. Il entend s'appuyer sur les initiatives des communautés locales. Le Forum Mondial «officiel», quant à lui, s'inscrit dans le modèle de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et évoque un ensemble complexe d'acteurs à coordonner. Dont les «professionnels de l'eau», façon feutrée de nommer les acteurs commerciaux du secteur. La brochure destinée aux exposants du Forum est à ce sujet plus explicite que les documents grand public. On y signale le prix des stands, la nécessité de contribuer au développement économique et à la croissance verte, ainsi que la prise en compte du besoin «d'augmenter le retour sur investissement des exposants».

Mais quel que soit le cadre idéologique du Forum, il serait injuste de réduire celui-ci à la seule stratégie du Conseil Mondial de l'Eau et des multinationales partenaires. En appelant à la participation citoyenne et associative, les organisateurs ouvrent les portes à des initiatives spontanées. Aquawal, l'Union professionnelle des opérateurs publics du cycle de l'eau en Wallonie, a ainsi monté un projet de mobilisation dans les écoles. «Dans un premier temps, nous avons proposé un cycle de conférences des frères de la Tullaye, qui a touché près de 1500 élèves de cinquième et sixième secondaire», explique Fanny Merenne, chargée du projet. «Et puis, un concours a été lancé : les élèves devaient rédiger un plaidoyer pour l'eau. Nous avons reçu des réponses de toutes les provinces wallonnes. Les quatre gagnants ont reçu un voyage à Marseille pour participer au Forum.»

Coût de cet événement mondial: vingt-neuf millions d'euros...
